

## VENEZUELA

- **VEN-COLL-02** : 6 parlementaires
- **VEN-COLL-06** : 139 parlementaires



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

## Venezuela

VEN/10 - Biagio Pilieri  
VEN/11 - José Sánchez Montiel  
VEN/12 - Hernán Claret Alemán  
VEN/13 - Richard Blanco Cabrera

VEN/14 – Richard Mardo  
VEN/15 – Gustavo Marcano  
VEN/16 – Julio Borges  
VEN/17 – Juan Carlos Caldera  
VEN/18 – María Corina Machado (Mme)  
VEN/19 – Nora Bracho (Mme)  
VEN/20 – Ismael García  
VEN/21 – Eduardo Gómez Sigala  
VEN/22 – William Dávila  
VEN/23 – María Mercedes Aranguren (Mme)

VEN24 - Nirma Guarulla (Mme)  
VEN25 - Julio Ygarza  
VEN26 – Romel Guzamana

VEN27 – Rosmit Mantilla  
VEN28 – Enzo Prieto  
VEN29 – Gilberto Sojo

VEN30 – Gilbert Caro

VEN31 – Luis Florido  
VEN32 – Eudoro González

### ***Décision adoptée à l'unanimité par le Conseil directeur de l'UIP à sa 200<sup>ème</sup> session (Dhaka, 5 avril 2017)***

Le Conseil directeur de l'Union interparlementaire,

*se référant* aux cas regroupés dans le dossier VEN10-23, qui ont trait à des allégations de violations des droits de l'homme de membres de l'ancienne coalition d'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD), au Parlement vénézuélien précédent, et à la décision qu'il a adoptée à leur sujet à sa 199<sup>ème</sup> session (octobre 2016) ; *notant* que certains de ces membres, soit MM. Pilieri, Sánchez, Alemán, Blanco, Borges, Mme Bracho et MM. García et Dávila ont été réélus lors des élections parlementaires du 6 décembre 2015, à l'issue desquelles la MUD a obtenu la majorité des sièges ; *se référant également* aux cas regroupés dans le dossier VEN24-29, qui concernent des parlementaires de la MUD élus pour la première fois en 2015,

*saisi* des nouveaux cas de MM. Gilber Caro, Eudoro Gonzalez et Luis Florido, élus en 2015, qui ont été examinés par le Comité des droits de l'homme des parlementaires au titre de sa Procédure d'examen et de traitement des plaintes (Annexe I des Règles et pratiques révisées du Comité),

F

*considérant* les informations régulièrement communiquées par le plaignant et par les parlementaires de la MUD et pendant l'audition devant le Comité le 3 avril 2017,

*considérant* la lettre du 12 mars 2017 de M. Darío Vivas Velazco, membre de l'Assemblée nationale vénézuélienne et Coordonnateur du groupe parlementaire du Bloc de la patrie au Parlement latino-américain, ainsi que des informations qu'il a communiquées lors de l'audition devant le Comité le 3 avril 2017 ; *considérant également* les multiples contacts avec le Secrétaire général de l'UIP, le Secrétariat de l'UIP et la Mission permanente du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies à Genève,

*rappelant* les informations suivantes versées au dossier concernant les précédents cas :

- **MM. Pilieri, Sánchez, Alemán et Blanco**

- Tous quatre exercent leur mandat parlementaire mais restent sous le coup de poursuites pénales qui, selon le plaignant, sont sans fondement, ce que les autorités nient. Ces poursuites ont été engagées avant l'élection des intéressés à l'Assemblée nationale en septembre 2010, époque à laquelle MM. Pilieri et Sánchez étaient détenus. Ils ont été libérés en février et décembre 2011, respectivement ;

- **M. Richard Mardo**

- Le 5 février 2013, M. Diosdado Cabello, Président de l'Assemblée nationale à l'époque, aurait montré, au cours d'une séance ordinaire, des chèques et d'autres documents publics à l'appui de la thèse selon laquelle M. Mardo avait bénéficié de dons de tiers, faisant valoir que cela constituait un enrichissement illicite. Le plaignant affirme que les pièces produites par le Président étaient des chèques falsifiés et des reçus contrefaits ;

- Le 12 mars 2013, le parquet général a officiellement demandé à la Cour suprême d'autoriser l'inculpation de M. Mardo du chef de fraude fiscale et de blanchiment d'argent, suite aux accusations portées contre lui par le Président de l'Assemblée nationale de l'époque, lesquelles étaient, selon le plaignant, fondées sur des chèques falsifiés et des reçus contrefaits. Selon les autorités, M. Mardo a été officiellement inculpé le 25 juin 2014 ;

- Aucun élément versé au dossier n'indique que les autorités aient fait en sorte que la procédure pénale suive son cours ;

- **Mme María Mercedes Aranguren**

- Le 12 novembre 2013, l'Assemblée nationale a levé l'immunité parlementaire de Mme Aranguren afin qu'elle puisse répondre en justice d'accusations de corruption et d'association de malfaiteurs. Le plaignant affirme que l'action engagée contre elle est non seulement infondée mais qu'elle était en sommeil depuis 2008 et n'a été relancée qu'en 2013 en vue de l'adoption de la loi d'habilitation. Les autorités ont indiqué que, le 10 décembre 2014, le tribunal chargé de l'affaire a ordonné son arrestation ;

- Aucun élément versé au dossier n'indique que les autorités aient fait en sorte que la procédure pénale suive son cours ;

- **Mme María Corina Machado**

- Le 24 mars 2014, le Président de l'Assemblée nationale a annoncé, sans que la question ait été débattue en plénière, que Mme Machado avait été déchuée de son mandat parlementaire après avoir été accréditée par le Gouvernement panaméen pour assister en qualité de représentante suppléante à la réunion du Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OEA) à Washington DC, en mars 2014, et y présenter sa vision de la situation au Venezuela ;
- Par la suite, deux enquêtes pénales ont été ouvertes contre l'intéressée. Le plaignant affirme que celles-ci sont en lien avec les accusations suivantes : implication dans un prétendu complot aux fins d'un coup d'Etat et d'assassinat, et incitation à la violence. Mme Machado a réfuté les accusations portées contre elle. Le 3 décembre 2014, le bureau du Procureur aurait établi un acte d'accusation. Aucune information sur l'état actuel de la procédure ne figure dans le dossier ;
- Le 14 juillet 2015, le Contrôleur général de la République a infligé une amende à Mme Machado et l'a suspendue de ses fonctions pour une période de douze mois, l'empêchant ainsi de se présenter – comme elle l'entendait – aux élections législatives de décembre 2015 pour effectuer un nouveau mandat parlementaire. Selon le plaignant, sa suspension était une mesure totalement disproportionnée, contraire à la Constitution, et constituait une violation des droits de l'homme ;

- **M. Juan Carlos Caldera**

- Le 26 novembre 2014, la Cour suprême a autorisé l'ouverture de poursuites contre M. Caldera en invoquant l'article 380 du Code de procédure pénale. Le plaignant affirme que, contrairement à ce qu'avance l'arrêt de la Cour, les actes sur lesquels porterait l'enquête ne sont pas de nature criminelle. Il affirme qu'un enregistrement audio illégal a été présenté, dans lequel on entend plusieurs personnes mettre au point un stratagème contre lui pour donner à un acte légal l'apparence d'un acte criminel aux yeux de l'opinion publique, à savoir la réception de fonds privés pour la campagne électorale d'un maire. Le plaignant signale que le financement public de partis politiques et de campagnes électorales est interdit au Venezuela ;

- **M. Ismael García**

- En novembre 2014, la Cour suprême a fait droit à une demande de procédure préliminaire introduite contre M. García par le général Carvajal, qui prétend avoir été victime de diffamation et se trouve actuellement en détention à Aruba à la demande du Gouvernement des Etats-Unis qui l'accuse de trafic de drogue. Le plaignant signale que M. García avait officiellement demandé au Parquet général d'enquêter sur le général Carvajal, soupçonné d'avoir des activités criminelles. Selon le plaignant, la Cour suprême n'a pris en compte aucun de ces éléments avant de faire droit à la demande ;

- **Mme Nirma Guarulla et MM. Julio Ygarza et Romel Guzamana**

- Le 30 décembre 2015, la Chambre électorale de la Cour suprême a ordonné de suspendre les effets de l'investiture par le Conseil électoral de l'Etat d'Amazonas au motif que des fraudes avaient été commises lors des processus d'élection de

Mme Nirma Guarulla, de MM. Julio Ygarza et Romel Guzamana (de l'ancienne coalition d'opposition MUD) et de M. Miguel Tadeo (du PSUV). La suspension a pour effet de réduire la majorité des deux tiers que « l'opposition », devenue l'actuelle majorité, aurait eue à l'Assemblée nationale pour prendre des décisions non négligeables, et revêt par conséquent une importance particulière ;

- Le 5 janvier 2016, l'Assemblée nationale a décidé de ne pas tenir compte de cette décision et de laisser les députés de l'Etat d'Amazonas occuper leurs sièges, mais M. Tadeo, du PSUV, avait décidé de respecter cette décision. Le 11 janvier 2016, la Cour suprême a prononcé la nullité de toute décision qui serait prise par l'Assemblée nationale aussi longtemps que les députés provisoirement suspendus occuperaient leurs sièges. Les membres de la coalition d'opposition au parlement ont d'abord résolu de continuer à exercer leurs fonctions législatives au mépris de la décision de la Cour mais, le 13 janvier 2016, les membres suspendus ont demandé à quitter le parlement « sans toutefois perdre leur qualité de député, en attendant que des conditions plus favorables soient réunies pour siéger à nouveau » ;
- Le 21 juillet 2016, les députés suspendus de l'Etat d'Amazonas ont décidé de siéger à nouveau à l'Assemblée nationale en dépit de la décision de la Cour suprême de suspendre leur investiture ;
- Le 1<sup>er</sup> août 2016, la Cour suprême a de nouveau déclaré que toute décision de l'Assemblée nationale serait sans effet tant que les députés occuperaient leur siège, et que les députés suspendus ainsi que les députés de l'opposition (nouvelle majorité) seraient coupables d'outrage à la Cour et donc passibles de poursuites pénales ;
- Du fait de la persistance de cet outrage, à partir d'août 2016, le Président du Venezuela a privé l'Assemblée nationale des fonds qui étaient alloués à son fonctionnement, y compris à la rémunération de ses membres, ainsi que des fonds destinés à couvrir les dépenses courantes ;
- Le plaignant a réaffirmé à de nombreuses reprises ses préoccupations au sujet de l'absence d'indépendance de la Cour suprême. Il a souligné notamment que 13 de ses juges et 21 de ses juges suppléants, dont certains étaient proches du parti au pouvoir, voire directement liés à lui, ont été élus à la hâte par le parlement sortant dans le mois qui a suivi les élections du 6 décembre 2015 lors desquelles le parti au pouvoir a perdu la majorité à l'Assemblée nationale nouvellement élue, qui devait prendre ses fonctions le 5 janvier 2016 ;
- **MM. Rosmit Mantilla, Enzo Prieto et Gilberto Sojo**
  - MM. Rosmit Mantilla, Enzo Prieto et Gilberto Sojo, élus députés suppléants lors de l'élection parlementaire du 6 décembre 2015, sont privés de liberté depuis 2014 dans le cadre d'une procédure judiciaire en cours engagée, selon le plaignant, pour des motifs politiques, et n'ont donc pas pu exercer leur mandat parlementaire ;
  - M. Mantilla a été remis en liberté le 17 novembre 2016 et a pris ses fonctions de parlementaire le 22 novembre 2016. L'action engagée contre lui est toutefois toujours en cours et en est au stade du procès et M. Mantilla est tenu de se présenter régulièrement aux autorités. M. Sojo a été remis en liberté le

13 décembre 2016 et a ensuite prêté serment en tant que membre du parlement. L'action en justice engagée contre lui est néanmoins toujours pendante ;

- **Nouveau cas de M. Gilber Caro**

- Le plaignant affirme que le 11 janvier 2017, des agents des services de renseignement boliviens (SEBIN) ont arbitrairement arrêté et détenu M. Caro qui est toujours incarcéré au centre de détention « 26 de julio » à San Juan de Los Moros dans l'Etat de Guárico. Le plaignant affirme que M. Caro doit être jugé par un tribunal militaire, ce qui contrevient aux articles 28, 49 et 261 de la Constitution vénézuélienne et qu'il n'a pas été présenté en temps voulu à un juge ;

- **Nouveaux cas de MM. Luis Florido et Eudoro González et nouveaux développements concernant M. William Dávila**

- M. Florido, Président de la Commission des affaires étrangères, de la souveraineté et de l'intégration de l'Assemblée nationale, est rentré au Venezuela le 27 janvier 2017 après avoir accompli des fonctions parlementaires à l'étranger. A son retour, des agents de l'immigration lui ont confisqué son passeport, lequel avait été annulé du fait d'une plainte qui aurait été déposée pour vol dudit document. Le 6 février 2017, M. Florido s'apprêtait à se rendre à l'étranger en utilisant cette fois-ci sa carte d'identité, ce qui est suffisant pour voyager dans les Etats membres du Marché commun du sud (MERCOSUR), quand on lui a fait savoir qu'il était frappé d'une interdiction de sortie du territoire. Le 7 février 2017, M. Dávila, qui s'apprêtait à se rendre à l'étranger, a lui aussi été informé par des agents de l'immigration que son passeport avait été déclaré volé et avait de ce fait été annulé. De même, le 21 mars 2017, lorsque M. González est rentré au Venezuela, des agents de l'immigration lui ont fait savoir que son passeport avait été annulé à la suite d'une plainte déposée pour vol dudit document ;
- Le plaignant affirme que, dans ces trois cas, aucune plainte officielle n'a été déposée pour vol de passeport. Il considère que les mesures prises contre les trois parlementaires sont arbitraires, dénuées de base légale et visent simplement à harceler et à réduire au silence des parlementaires qui voulaient participer à des réunions internationales pour dénoncer la situation politique au Venezuela,

*rappelant* qu'une délégation du Comité des droits de l'homme des parlementaires devait être dépêchée au Venezuela en juin 2013 pour examiner, entre autres, les questions soulevées dans ces affaires, mais que cette mission a été reportée à la dernière minute afin de laisser aux autorités parlementaires le temps d'organiser les entrevues souhaitées,

*tenant compte* des nombreuses lettres de l'actuel Président de l'Assemblée nationale et de son prédécesseur, y compris la plus récente en date du 17 octobre 2016, dans lesquelles celui-ci exprimait son plein appui à la mission du Comité et soulignait la nécessité qu'elle ait lieu dès que possible, d'autant plus qu'il jugeait préoccupante l'ingérence accrue des autorités exécutives et judiciaires dans les pouvoirs de l'Assemblée nationale,

*considérant* que la mission, qui devait se rendre au Venezuela du 20 au 22 mars 2017, a été annulée à la dernière minute après réception de la lettre adressée au Secrétaire général de l'UIP par M. Darío Vivas Velazco, membre de l'Assemblée nationale

vénézuélienne et Coordonnateur du groupe parlementaire du Bloc de la patrie au Parlement latino-américain, et le refus de délivrer un visa au seul membre de la mission qui en avait besoin ; *considérant également* que dans sa lettre, M. Darío Vivas dit que « l'Union interparlementaire a déjà été la bienvenue dans notre pays comme lors de la visite couronnée de succès de Son Excellence en 2016. Néanmoins, actuellement l'Assemblée nationale n'agit pas dans le cadre des fonctions qui lui sont attribuées par la Constitution et n'est donc pas habilitée à représenter le pouvoir législatif devant des organisations internationales comme l'Union interparlementaire » et que, par conséquent, pour le Bloc de la patrie, « les conditions juridiques, politiques et matérielles requises pour une mission appropriée du Comité des droits de l'homme des parlementaires ne peuvent être réunies, ce qui aurait pu être le cas dans d'autres circonstances »,

*rappelant* la visite officielle du Secrétaire général au Venezuela, fin juillet 2016, pendant laquelle celui-ci a rencontré, entre autres, le Président du Venezuela, le Président de l'Assemblée nationale, le Médiateur et des députés de la majorité et de l'opposition, et que cette visite a permis d'établir les modalités d'organisation de la mission du Comité envisagée ; *rappelant* en outre le rapport du Secrétaire général au Comité sur sa mission en octobre 2016 et *considérant* son rapport au Comité à sa session actuelle,

*rappelant* que, de mai 2016 à février 2017, des efforts ont été consentis, par l'entremise du Secrétaire général de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et de l'ancien Premier Ministre d'Espagne et des anciens présidents de la République dominicaine et du Panama, puis du Vatican, pour rapprocher les deux camps politiques, efforts qui ont abouti à la tenue de séances plénières officielles le 30 octobre et les 11 et 12 novembre 2016 pour définir les points du dialogue politique. Toutefois, ce dialogue s'est enlisé par la suite en raison de désaccords sur ce qui avait été convenu jusque-là et sur la manière de procéder,

*considérant* que le 29 mars 2017, la Cour suprême a décidé d'exercer provisoirement les pouvoirs de l'Assemblée nationale après avoir estimé que cette dernière enfreignait son Règlement intérieur. D'après M. Darío Vivas, à la suite d'une réunion urgente du Conseil national de la défense, la Cour suprême est rapidement revenue sur sa décision. Le texte de cette décision ne semble pas encore disponible,

1. *regrette vivement* qu'en dépit de l'aval du Président de l'Assemblée nationale, le parti au pouvoir n'ait pas favorablement accueilli la mission proposée à ce moment-là et qu'un visa ait été refusé à l'un de ses membres, d'autant qu'il demeure convaincu que, compte tenu des cas à l'examen et de l'actuelle crise politique, une telle mission pourrait aider à répondre aux préoccupations et questions soulevées jusque-là ; *espère en conséquence* que la mission pourra encore avoir lieu bientôt ;
2. *est profondément* préoccupé par le fait que quatre membres de l'Assemblée nationale restent suspendus de leurs fonctions ; *réaffirme* que cette situation, non seulement porte directement atteinte aux droits politiques de ces parlementaires, mais prive aussi leur électeurat d'une représentation au parlement ; *ne comprend pas pourquoi* ces parlementaires ne devraient pas être autorisés à exercer leur mandat, en particulier pour participer aux séances du parlement, ce qui serait conforme au principe fondamental de la présomption d'innocence ; *ne comprend pas non plus* comment, compte tenu de l'importance de la question, la Cour suprême ne se soit pas encore prononcée, seize mois après les élections ; *appelle* la Cour suprême à statuer d'urgence en tenant dûment compte de tous les faits et en respectant pleinement le droit à la défense des intéressés ;

3. *considère* que les décisions ultérieures par lesquelles la Cour suprême a déclaré que toutes les décisions de l'Assemblée nationale seraient nulles et non avenues aussi longtemps que les parlementaires poursuivraient leurs activités au parlement sont manifestement excessives ;
4. *est profondément préoccupé* par le fait qu'à cause de cette situation, l'Assemblée nationale dans son ensemble et ses membres ont été privés des ressources financières auxquelles ils ont droit pour mener à bien leurs fonctions, ce qui a gravement compromis l'efficacité du parlement ; *exhorte* les autorités compétentes à remédier rapidement à cette situation ; *souligne* en même temps la nécessité pour les divers services de l'Etat d'agir dans le cadre du mandat et des prérogatives qui leur sont accordés par la Constitution ;
5. *reconnait* que la question de la suspension des quatre membres de l'Assemblée nationale s'inscrit dans une crise politique plus large au Venezuela et qu'elle ne peut être réglée que par le dialogue politique ; *appelle* les deux parties à agir de bonne foi et à s'engager à reprendre pleinement le dialogue politique avec l'assistance des médiateurs officiels ; *réaffirme* que l'UIP est disposée à contribuer à ces efforts de médiation ; et *souhaite recevoir* davantage d'informations de la part des autorités sur les meilleurs moyens d'apporter une telle assistance ;
6. *accueille avec satisfaction* la libération de MM. Mantilla et Sojo ; *souhaiterait* en savoir davantage sur les perspectives de libération à brève échéance de M. Prieto de façon qu'il puisse s'acquitter de son mandat parlementaire ; *souhaiterait obtenir* des informations détaillées sur les motifs juridiques et les faits sur lesquels reposent les accusations portées contre M. Prieto ainsi que sur l'état actuel d'avancement de la procédure ;
7. *rappelle* ses précédentes questions ainsi que ses préoccupations préliminaires antérieures concernant les cas des autres parlementaires en exercice ou anciens parlementaires, dont les cas étaient déjà examinés par le Comité avant les élections de décembre 2015, et qui portent principalement sur les motifs de droit et les faits sur la base desquels des procédures ont été engagées contre chacun de ces parlementaires et sur la levée de leur immunité ;
8. *est profondément préoccupé* par le fait que les passeports de MM. Gonzalez, Flores et Dávila ont été annulés, apparemment sans motif valable ; *ne peut que conclure* que cela étaye les allégations selon lesquelles ces annulations constituent en fait des mesures de représailles pour leurs activités parlementaires et politiques et visent à les empêcher d'évoquer la situation au Venezuela dans des réunions internationales ; *exhorte* les autorités pertinentes à restituer les passeports d'urgence et à faire en sorte que de tels incidents ne se reproduisent pas ;
9. *prend note* des allégations relatives à M. Caro, en particulier pour ce qui est du non-respect de son immunité parlementaire et de la possibilité qu'il soit jugé par un tribunal militaire ; *souhaite recevoir* des informations officielles sur ces points ainsi que sur les accusations précises portées contre lui et les faits qui les étayent ;
10. *prie* le Secrétaire général de porter cette décision à la connaissance des autorités parlementaires, des plaignants et de toute tierce partie susceptible de lui fournir des informations pertinentes ;



11. *prie* le Comité de poursuivre l'examen de ce cas et de lui faire rapport en temps utile.



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

**130**  
ans d'action  
en faveur des  
parlementaires

## Venezuela

**Décision adoptée par le Comité des droits de l'homme des parlementaires conformément à l'article 12. 4) de ses Règles et pratiques (29 mai 2020)**



Une femme brandit une affiche exigeant la libération du député vénézuélien emprisonné, Juan Requesens, lors d'un rassemblement à Caracas, le 7 août 2019, un an après sa mise en détention. Federico Parra / AFP

- |                               |  |
|-------------------------------|--|
| VEN-10 - Biagio Pilieri       | VEN-86 - Edgar Zambrano                    |
| VEN-11 - José Sánchez Montiel | VEN-87 - Juan Pablo García                 |
| VEN-12 - Hernán Claret Alemán | VEN-88 - Cesar Cadenas                     |
| VEN-13 - Richard Blanco       | VEN-89 - Ramón Flores Carrillo             |
| VEN-16 - Julio Borges         | VEN-90 - José Gregorio Noriega             |
| VEN-19 - Nora Bracho (Mme)    | VEN-91 - María Beatriz Martínez (Mme)      |
| VEN-20 - Ismael Garcia        | VEN-92 - María C. Mulino de Saavedra (Mme) |
| VEN-22 - Williams Dávila      | VEN-93 - José Trujillo                     |
| VEN-24 - Nirma Guarulla (Mme) | VEN-94 - Marianela Fernández (Mme)         |
| VEN-25 - Julio Ygarza         | VEN-95 - Juan Pablo Guanipa                |
| VEN-26 - Romel Guzamana       | VEN-96 - Luis Silva                        |
| VEN-27 - Rosmit Mantilla      | VEN-97 - Eliezer Sirit                     |
| VEN-28 - Renzo Prieto         | VEN-98 - Rosa Petit (Mme)                  |
| VEN-29 - Gilberto Sojo        | VEN-99 - Alfonso Marquina                  |
| VEN-30 - Gilber Caro          | VEN-100 - Rachid Yasbek                    |
| VEN-31 - Luis Florido         | VEN-101 - Oneida Guaípe (Mme)              |
| VEN-32 - Eudoro González      | VEN-102 - Jony Rahal                       |
| VEN-33 - Jorge Millán         | VEN-103 - Ylidio Abreu                     |
| VEN-34 - Armando Armas        | VEN-104 - Emilio Fajardo                   |
| VEN-35 - Américo De Grazia    | VEN-105 - Luis Loaiza                      |

VEN-36 - Luis Padilla  
VEN-37 - José Regnault  
VEN-38 - Dennis Fernández (Mme)  
VEN-39 - Olivia Lozano (Mme)  
VEN-40 - Delsa Solórzano (Mme)  
VEN-41 - Robert Alcalá  
VEN-42 - Gaby Arellano (Mme)  
VEN-43 - Carlos Bastardo  
VEN-44 - Marialbert Barrios (Mme)  
VEN-45 - Amelia Belisario (Mme)  
VEN-46 - Marco Bozo  
VEN-47 - José Brito  
VEN-48 - Yanet Fermin (Mme)  
VEN-49 - Dinorah Figuera (Mme)  
VEN-50 - Winston Flores  
VEN-51 - Omar González  
VEN-52 - Stalin González  
VEN-53 - Juan Guaidó  
VEN-54 - Tomás Guanipa  
VEN-55 - José Guerra  
VEN-56 - Freddy Guevara  
VEN-57 - Rafael Guzmán  
VEN-58 - María G. Hernández (Mme)  
VEN-59 - Piero Maroun  
VEN-60 - Juan A. Mejía  
VEN-61 - Julio Montoya  
VEN-62 - José M. Olivares  
VEN-63 - Carlos Paparoni  
VEN-64 - Miguel Pizarro  
VEN-65 - Henry Ramos Allup  
VEN-66 - Juan Requesens  
VEN-67 - Luis E. Rondón  
VEN-68 - Bolivia Suárez (Mme)  
VEN-69 - Carlos Valero  
VEN-70 - Milagro Valero (Mme)  
VEN-71 - German Ferrer  
VEN-72 - Adriana d'Elia (Mme)  
VEN-73 - Luis Lippa  
VEN-74 - Carlos Berrizbeitia  
VEN-75 -Manuela Bolivar (Mme)  
VEN-76 - Sergio Vergara  
VEN-77 - Franklyn Duarte  
VEN-78 - Oscar Ronderos  
VEN-79 - Mariela Magallanes (Mme)  
VEN-80 - Héctor Cordero  
VEN-81 - José Mendoza  
VEN-82 - Angel Caridad  
VEN-83 - Larissa González (Mme)  
VEN-84 - Fernando Orozco  
VEN-85 - Franco Casella  
VEN-106 - Angel Alvarez  
VEN-107 - Kerrins Mavares  
VEN-108 - Gilmar Marquez  
VEN-109 - José Simón Calzadilla  
VEN-110 - José Gregorio Graterol  
VEN-111 - José Gregorio Hernández  
VEN-112 - Mauligmer Baloa (Mme)  
VEN-113 - Arnoldo Benítez  
VEN-114 - Alexis Paparoni  
VEN-115 - Adriana Pichardo (Mme)  
VEN-116 - Teodoro Campos  
VEN-117 - Milagros Sánchez Eulate (Mme)  
VEN-118 - Dennicis Pazos  
VEN-119 - Karim Vera (Mme)  
VEN-120 - Ramón López  
VEN-121 - Freddy Superlano  
VEN-122 - Sandra Flores-Garzón (Mme)  
VEN-123 - Armando López  
VEN-124 - Elimar Díaz (Mme)  
VEN-125 - Yajaira Forero (Mme)  
VEN-126 - Maribel Guedez (Mme)  
VEN-127 - Karin Salanova (Mme)  
VEN-128 - Antonio Geara  
VEN-129 - Joaquín Aguilar  
VEN-130 - Juan Carlos Velasco  
VEN-131 - Carmen María Sivoli (Mme)  
VEN-132 - Milagros Paz (Mme)  
VEN-133 - Jesus Yanez  
VEN-134 - Desiree Barboza (Mme)  
VEN-135 - Sonia A. Medina G. (Mme)  
VEN-136 - Héctor Vargas  
VEN-137 - Carlos A. Lozano Parra  
VEN-138 - Luis Stefanelli  
VEN-139 - William Barrientos  
VEN-140 - Antonio Aranguren  
VEN-141 - Ana Salas (Mme)  
VEN-142 - Ismael León  
VEN-143 - Julio César Reyes  
VEN-144 - Ángel Torres  
VEN-145 - Tamara Adrián (Mme)  
VEN-146 - Deyalitzza Aray (Mme)  
VEN-147 - Yolanda Tortolero (Mme)  
VEN-148 - Carlos Prospero  
VEN-149 - Addy Valero (Mme)  
VEN-150 - Zandra Castillo (Mme)  
VEN-151 - Marco Aurelio Quñones  
VEN-152 - Carlos Andrés González  
VEN-153 - Carlos Michelangeli  
VEN-154 - César Alonso

### **Allégations de violations des droits de l'homme**

- ✓ Torture, mauvais traitements et autres actes de violence
- ✓ Menaces, actes d'intimidations
- ✓ Arrestation et détention arbitraires
- ✓ Non-respect des garanties d'une procédure équitable au stade de l'enquête
- ✓ Durée excessive de la procédure
- ✓ Atteinte à la liberté d'opinion et d'expression
- ✓ Atteinte à la liberté de réunion et d'association
- ✓ Atteinte à la liberté de mouvement
- ✓ Révocation ou suspension abusive du mandat parlementaire
- ✓ Atteinte à l'immunité parlementaire

- ✓ Autres mesures empêchant l'exercice du mandat parlementaire
- ✓ Impunité

## A. Résumé du cas

Le présent cas porte sur des allégations crédibles et graves d'atteintes aux droits de l'homme de 139 parlementaires de la *Mesa de la Unidad Democrática – MUD* (Coalition de la Table de l'unité démocratique - MUD) commises sur fond d'efforts inlassables des pouvoirs exécutif et judiciaire vénézuéliens pour entraver le bon fonctionnement de l'Assemblée nationale et usurper sa compétence. La MUD, qui s'oppose au Président Maduro, a remporté la majorité des sièges à l'Assemblée nationale aux élections législatives du 6 décembre 2015.

Le 30 décembre 2015, saisie d'allégations de fraude, la Cour suprême a ordonné la suspension du mandat de quatre parlementaires, dont trois représentants de la MUD. L'Assemblée nationale a tout d'abord décidé de ne pas tenir compte de cette décision, considérant que les allégations sur la base desquelles elle avait été rendue étaient dénuées de fondement, ce qui a conduit la Cour suprême à déclarer toutes les décisions de l'Assemblée nulles et non avenues. Rien n'ayant été fait pour examiner les allégations de fraude, les parlementaires ont finalement prêté serment à l'Assemblée nationale le 16 juillet 2018.

Depuis mars 2017, presque tous les parlementaires mentionnés dans le cas présent ont été agressés ou intimidés lors de manifestations dans l'enceinte du parlement et/ou à leur domicile par des agents des forces de l'ordre et/ou des fonctionnaires et des soutiens du gouvernement dont aucun n'a eu à répondre de ses actes. Les protestations se sont intensifiées au Venezuela après l'annonce par le Président Maduro de la convocation d'une Assemblée constituante chargée d'élaborer une nouvelle constitution, qui a été élue le 30 juillet 2017 et s'est approprié et a exercé depuis lors la plupart des fonctions dévolues par la Constitution à l'Assemblée nationale, qui ne reçoit plus de fonds du gouvernement depuis août 2016.

Au moins 17 parlementaires se sont exilés, se sont réfugiés dans des ambassades étrangères à Caracas ou sont entrés dans la clandestinité pour cause de harcèlement constant ; six ont été frappés d'une interdiction d'exercer une fonction publique et les passeports d'au moins 13 membres du parlement ont été confisqués, n'ont pas été renouvelés ou ont été annulés par les autorités, ce qui serait un moyen de faire pression et d'empêcher les parlementaires de se rendre à l'étranger pour dénoncer la situation au Venezuela.

D'après le plaignant, les autorités font également pression sur les parlementaires en causant des dommages à leurs biens. Ainsi, le 29 février 2020, lors d'une manifestation à Caracas, des groupes paramilitaires auraient dérobé la voiture de M. Marco Aurelio Quiñones. Des policiers auraient été témoins du vol et, connaissant les opinions politiques de M. Quiñones, ne seraient pas intervenus. M. Quiñones se trouvait par ailleurs parmi les personnes qui entouraient M. Juan Guaidó lors du même rassemblement, lorsqu'un paramilitaire a pointé une arme sur eux mettant ainsi leur vie en danger.

Cinq membres de l'Assemblée nationale sont actuellement privés de liberté, apparemment en raison de poursuites judiciaires engagées contre eux pour des raisons politiques. Tous ont été placés en détention au mépris des dispositions constitutionnelles relatives à l'immunité parlementaire. Le respect de leur droit à une procédure régulière ainsi que leur traitement en détention suscitent aussi de graves préoccupations. Les parlementaires concernés sont les suivants :

### Cas VEN-COLL-06

**Venezuela** : Parlement Membre de l'UIP

**Victimes** : 139 parlementaires de l'opposition (98 hommes et 41 femmes)

**Plaignant(s) qualifié(s)** : section I.1 c) de la Procédure du Comité (Annexe I)

**Date de la plainte initiale** : mars 2017

**Dernière décision de l'UIP** : janvier 2020

**Mission de l'UIP** : - - -

#### **Dernières auditions devant le Comité :**

Auditions de membres du parti au pouvoir et de partis de l'opposition à la 141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP (octobre 2019)

#### **Suivi récent :**

- Communication des autorités : lettre du Président de l'Assemblée nationale (février 2019)
- Communication des plaignants : mai 2020
- Communication de l'UIP adressée aux autorités : lettre adressée au Président du Venezuela (février 2020)
- Communication de l'UIP adressée aux plaignants : mai 2020

- M. Juan Requesens, arrêté en flagrant délit le 7 août 2018, accusé d'être impliqué dans la prétendue tentative d'assassinat du président Maduro trois jours plus tôt ;
- M. Gilber Caro, arrêté le 26 avril 2019 ; ses avocats et sa famille n'ont pas été informés du lieu où il était détenu ni des raisons de son arrestation. Libéré le 17 juin 2019, il a de nouveau été placé en détention le 20 décembre 2019 ;
- M. Ismael León, arrêté le 22 janvier 2020. Il se serait vu refuser le droit d'être assisté par un avocat de son choix lors d'une audience préliminaire, puis aurait été placé en résidence surveillée. Aucune des accusations portées contre M. León n'a été notifiée à ce jour et son avocat ne peut pas accéder au dossier de son client ;
- M. Renzo Prieto, arrêté le 10 mars 2020 et détenu dans un lieu inconnu pendant les 48 premières heures suivant son arrestation. Il est détenu au secret depuis le 13 mars. L'audience suivante, prévue le 20 juillet 2020, semble liée à des procédures judiciaires en cours depuis 2014. L'état de santé de M. Prieto se serait dégradé et nécessiterait un suivi médical spécialisé ;
- M. Antonio Geara, arrêté le 15 mars 2020 et poursuivi des chefs de possession d'explosifs, de trafic d'armes et de blanchiment d'argent. Son état de santé serait préoccupant et nécessiterait un suivi médical spécialisé.

Le 10 mars 2020, après une manifestation pacifique à laquelle avait appelé M. Juan Guaidó, des fonctionnaires des *Fuerzas de Acción Especial* - FAES (Forces d'action spéciale de la Police nationale du Venezuela) ont fait une descente à l'hôtel où plusieurs députés séjournaient à Caracas et ont arrêté deux membres suppléants de l'Assemblée nationale : M. Angel Torres et Mme Zandra Castillo. Selon le plaignant, les deux parlementaires ont été détenus pendant plusieurs heures au siège de la FAES, à San Martin, avant d'être libérés sans que les raisons et les motifs de leur détention ne leur aient été signifiés, ce qui va à l'encontre de leur immunité parlementaire. Mme Castillo, dont le cas est examiné pour la première fois par le Comité des droits de l'homme des parlementaires, dit avoir été victime d'attouchements des parties intimes de la part d'agents de la FAES qui l'ont également forcée à uriner en présence d'agents de sexe masculin pendant sa détention.

Au moins 18 membres titulaires et suppléants de l'Assemblée nationale, parmi lesquels MM. Carlos Andrés González, Carlos Michelangeli et César Alonso, dont les cas sont examinés par le Comité pour la première fois, ont été menacés au moyen de graffitis menaçants sur les murs de leur domicile entre le 28 et le 30 mars 2020. Ces graffitis étaient signés : « la Fureur bolivarienne » et des inscriptions similaires sont apparues dans plusieurs États du pays après que le président Maduro a déclaré à la télévision publique qu'il fallait identifier et sanctionner les « groupes de mercenaires » au Venezuela. Le président Maduro avait clos son intervention par ces mots : « Nous sommes la Fureur bolivarienne ».

Le 30 mars 2020 et les jours suivants, Mme Delsa Solórzano a reçu de nouvelles menaces de mort et a fait l'objet d'intimidations par l'intermédiaire de messages instantanés. Mme Solórzano est la cible d'actes de harcèlement et de menaces depuis 2017 en raison de ses opinions politiques et de ses activités parlementaires. Le 24 décembre 2019, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, considérant que Mme Solórzano était exposée à un risque sérieux et urgent de violation irréparable de ses droits fondamentaux, a pris des mesures de protection en sa faveur, lesquelles sont toujours applicables.

Le 26 mai 2020, la Cour suprême a adopté une décision, considérée comme profondément irrégulière par le plaignant, validant la nomination de M. Luis Parra et de son bureau, qui se seraient tous rangés aux côtés du Gouvernement du président Maduro, à la tête de l'Assemblée nationale à la place de M. Guaidó et de son bureau. La Cour indique dans cette décision que toute personne publique ou privée qui prêterait ou offrirait des installations en vue de la mise en place d'un « parlement parallèle ou virtuel » serait déclarée coupable d'outrage et que toute action en ce sens n'aurait aucun effet juridique.

Les efforts persistants déployés depuis 2013 pour envoyer une délégation du Comité des droits de l'homme des parlementaires au Venezuela ont échoué faute de coopération claire et décisive du gouvernement pour qu'une telle délégation soit accueillie et appuyée dans sa tâche. En octobre 2018, les organes directeurs de l'UIP ont décidé qu'il s'agirait d'une mission intégrée composée de membres du Comité exécutif de l'UIP et du Comité des droits de l'homme des parlementaires, chargée de se

concentrer aussi bien sur les grands enjeux politiques de la crise au Venezuela que sur des points précis soulevés par le Comité des droits de l'homme des parlementaires.

Le 26 avril 2020, le plaignant a communiqué de nouvelles informations, notamment une liste de parlementaires de l'opposition qui ont entamé une collaboration avec le gouvernement et qui ne sont donc plus victimes de harcèlement. Le plaignant a demandé expressément la clôture de leurs cas.

## A. Décision

En vertu de l'article 12, paragraphe 4, de ses Règles et pratiques, le Comité des droits de l'homme des parlementaires

1. *se déclare* compétent pour examiner les nouvelles plaintes concernant les membres titulaires et suppléants du Parlement, Zandra Castillo, Marco Aurelio Quiñones, Carlos Andrés González, Carlos Michelangeli et César Alonso, considérant : i) qu'elles lui ont été présentées en bonne et due forme par un plaignant qualifié au titre de la section I.1 a) de sa Procédure d'examen et de traitement des plaintes (Annexe I des Règles et pratiques du Comité des droits de l'homme des parlementaires) ; ii) qu'elles portent sur des allégations de menaces et d'actes d'intimidation, de violations du droit à la liberté d'expression et d'impunité, allégations qui relèvent à n'en pas douter de la compétence du Comité ; et iii) qu'elles concernent des membres titulaires et des membres suppléants du parlement ; *rappelle* à cet égard sa jurisprudence selon laquelle il est compétent pour examiner les cas de membres suppléants sous réserve qu'il ait reçu l'assurance ou qu'il ait des raisons suffisantes de croire, comme c'est le cas en l'espèce, qu'ils ont exercé leur mandat à un moment ou à un autre au cours de la législature ;
2. *dénonce à nouveau* le schéma persistant de représailles infligées à des parlementaires en raison de leurs opinions politiques, comme il ressort des actes extrêmement graves et continus tels que mauvais traitements, harcèlement, menaces et stigmatisation commis par des agents de l'État, des groupes paramilitaires et des groupes violents composés de partisans du gouvernement dans un climat d'impunité ; et *rappelle* que les parlementaires doivent être libres de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sans craindre de représailles et que le parlement ne peut remplir son rôle démocratique que si ses membres bénéficient du droit à la liberté d'expression et ont la possibilité de s'exprimer au nom de ceux qu'ils représentent ;
3. *demeure profondément préoccupé* par le fait que ces intimidations visent en dernier lieu à empêcher les parlementaires de faire tout simplement leur travail et à porter atteinte à l'intégrité et à l'indépendance de l'Assemblée nationale élue en 2015 ; *note à cet égard avec une vive préoccupation* les allégations selon lesquelles, depuis le 5 janvier 2020, les parlementaires de la MUD n'ont pas pu accéder librement au parlement ni exercer effectivement leurs fonctions ; *est vivement préoccupé à cet égard* par la décision de la Cour suprême du 26 mai 2020 qui porte encore plus atteinte à l'exercice par les membres démocratiquement élus de l'Assemblée nationale de leur mandat parlementaire et pourrait exposer ces derniers à de nouvelles représailles pour avoir simplement fait leur travail ;
4. *prie à nouveau instamment* les autorités de faire cesser sans attendre toute forme de harcèlement à l'encontre de membres de l'Assemblée nationale ; de veiller à ce que toutes les autorités compétentes de l'État respectent les droits de l'homme et l'immunité des parlementaires ; d'enquêter de manière approfondie sur les allégations de violations de leurs droits et d'établir les responsabilités en la matière ; et de faire en sorte que l'Assemblée nationale et l'ensemble de ses membres puissent s'acquitter pleinement de leurs fonctions constitutionnelles ;
5. *demeure profondément préoccupé* par le maintien en détention de M. Juan Requesens, par la nouvelle arrestation de MM. Gilber Caro et Renzo Prieto ainsi que par celle de MM. Ismael León et Antonio Geara, compte tenu des informations alarmantes selon lesquelles ils ont été privés de liberté au mépris total de leur immunité parlementaire, et des très vives inquiétudes concernant le respect de leur droit à une procédure régulière et leurs conditions de détention ; *prie instamment* les autorités de les libérer sans attendre, en particulier dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, qui a pour effet d'accroître la vulnérabilité face à la maladie des personnes détenues en prison et dans d'autres lieux confinés ;

6. *regrette vivement* que le Gouvernement vénézuélien n'ait toujours pas donné des assurances écrites que la mission au Venezuela proposée de longue date par l'UIP pourra finalement avoir lieu ; *demeure convaincu* qu'une telle mission pourrait contribuer à répondre aux préoccupations actuelles ; *prie à nouveau*, en conséquence, le Secrétaire général de travailler avec les autorités parlementaires et l'exécutif vénézuéliens afin que la mission puisse avoir lieu le plus rapidement possible dès que les restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19 seront levées, sous réserve que lui soient communiquées officiellement par écrit des garanties qu'elle pourra se dérouler dans les conditions nécessaires à son efficacité ;
7. *réaffirme* que les problèmes soulevés par les cas à l'examen s'inscrivent dans la crise politique plus large que traverse le Venezuela, laquelle ne peut être réglée que par le dialogue politique et par les Vénézuéliens eux-mêmes ; *appelle de nouveau* toutes les parties à agir de bonne foi et à s'engager pleinement dans un dialogue politique avec le concours de médiateurs extérieurs dans des conditions acceptables pour tous ; *réaffirme* que l'UIP est disposée à offrir son assistance à cet égard et *prie* les autorités compétentes de l'éclairer sur la manière de fournir au mieux cette assistance ;
8. *décide* de clore les cas relatifs à la situation de MM. Franklyn Duarte, José Brito, José Gregorio Noriega, Kerrins Mavares et Luis Loaiza conformément à la section IX.25 c), de l'Annexe I de sa Procédure d'examen et de traitement des plaintes, les plaignants ayant déclaré qu'il n'était plus utile que le Comité poursuive l'examen de ces cas puisque les intéressés coopéraient à présent avec le Gouvernement vénézuélien ;
9. *prie* le Secrétaire général de porter la présente décision à la connaissance des autorités compétentes, des plaignants et de toute tierce partie susceptible de lui fournir des informations pertinentes ;
10. *décide* de poursuivre l'examen de ce cas.